Bureau coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 21 novembre 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les indemnités pour frais de séjour des militaires et assimilés qui accomplissent, en temps de paix, des déplacements de service à l'intérieur du Royaume", a donné en sa séance du 18 décembre 1950 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e November 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten van de militairen en gelijkgestelden, die in vredestijd dienstverplaatsingen binnen het Koninkrijk vervullen", heeft ter zitting van 18 December 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor, een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL FIXANT LE REGIME D'INDEMNISATION POUR FRAIS DE SEJOUR APPLICABLE AUX MILITAIRES ET AUX PERSONNES ASSIMILEES AUX MILITAIRES ACCOMPLISSANT, EN TEMPS DE PAIX, DES DEPLACEMENTS DE SERVICE A L'INTERIEUR DU ROYAUME.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu le règlement sur les indemnités de déplacement des officiers et militaires de rang subalterne, ainsi que des fonctionnaires et agents civils ressortissant au département de la Défense nationale, approuvé par l'arrêté royal du 17 mars 1931;

Vu le règlement relatif aux traitements, soldes et indemnités diverses ainsi qu'aux droits du personnel de l'armée et de la gendarmerie aux allocations et prestations en deniers et en nature, approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931;

Vu l'arrêté royal du 9 octobre 1950 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires, en service aux forces belges d'occupation ou accomplissant des missions en territoires occupés;

.../...

Vu l'avis de Notre Premier Ministre, donné le 21 octobre 1950;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er.- REGIME APPLICABLE AUX MILITAIRES DE CARRIERE APPOINTES.

Section 1ère.- Déplacements occasionnels.

A. Remboursement des frais de séjour.

Article 1er.-

Il est accordé en temps de paix aux militaires de carrière appointés, des indemnités forfaitaires journalières destinées à couvrir les frais de séjour résultant des déplacements qu'ils effectuent pour raison de service à l'intérieur du Royaume.

Les taux de ces indemnités sont fixés par le tableau annexé au présent arrêté.

.../...

Article 2.-

Les indemnités forfaitaires journalières comprennent :

1° une indemnité couvrant les frais divers qui, sauf dérogation prévue par le présent arrêté, est due pour tout déplacement d'une durée de huit heures et plus;

2° une indemnité couvrant les frais de nourriture qui n'est allouée que si le militaire n'a pas été nourri aux frais de l'Etat;

3° une indemnité couvrant les frais de logement qui n'est allouée que si le militaire n'a pas été logé aux frais de l'Etat.

Article 3.-

§ 1er. Lorsque le déplacement a une durée de huit heures et plus, le taux de l'indemnité de nourriture diffère suivant que le militaire loge ou non dans sa résidence et qu'il a eu ou non la possibilité de participer à un mess ou à un ménage militaire de son rang.

Toutefois, pour les déplacements d'un jour, les militaires sont toujours considérés comme n'ayant pas pu participer à un mess ou à un ménage militaire.

§ 2. Les voyages d'une durée ininterrompue de plus de cinq heures à moins de huit heures qui comprennent entièrement la treizième et la quatorzième heure du jour donnent lieu à l'octroi de l'indemnité de nourriture prévue pour les voyages d'une durée de huit heures au moins ainsi qu'à l'indemnité couvrant les frais divers.

.../...

Article 4.-

L'indemnité pour frais de logement est attribuée chaque fois que le militaire a été dans l'obligation de passer la nuit hors de sa résidence administrative et de sa résidence effective sans pouvoir bénéficier d'un logement aux frais de l'Etat.

Article 5.-

Les membres militaires du cadre permanent d'Afrique et les militaires attachés en permanence à un organisme militaire ayant son siège à l'étranger ou à un organisme de liaison près des commandements alliés des zones d'occupation, qui accomplissent des missions en Belgique, sont toujours considérés , quel que soit l'endroit où ils se rendent, comme n'ayant pas la possibilité de participer à un mess ou à un ménage militaire et comme se trouvant dans l'obligation de loger hors de leur résidence effective.

Article 6.-

Lorsqu'un militaire est promu à un grade supérieur, les indemnités pour frais de séjour lui sont allouées aux taux attachés à son nouveau grade à partir de la date de l'arrêté de nomination.

Les militaires désignés par le Roi ou par le Ministre pour exercer un emploi d'un grade supérieur au leur, bénéficient des indemnités pour frais de séjour aux taux attachés au grade dont ils exercent l'emploi.

.../...

Article 7.-

§ 1er. Lorsque la mission comporte un séjour ininterrompu d'au moins quinze jours au même endroit, que le militaire rejoigne ou non sa résidence, les indemnités forfaitaires de séjour sont réduites de 10 p.c. pour la durée de ce séjour.

Toutefois, lorsque le militaire est considéré comme ayant la possibilité de participer à un mess ou à un ménage militaire, seule l'indemnité pour frais de logement est réduite.

La réduction est maintenue lorsque, pour effectuer sa mission, le militaire est amené à se déplacer dans un rayon de 5 kilomètres du centre de l'agglomération ou de la commune où est établi son point d'attache temporaire; cette distance est portée à 25 kilomètres lorsque les déplacements s'effectuent à motocyclette ou en automobile.

§ 2. Il peut être dérogé aux dispositions du § 1er, alinéas 1er et 2, de l'accord de l'inspecteur des Finances, si le séjour s'accomplit en saison dans un centre de villégiature touristique ou balnéaire.

§ 3. Les sommes dues par application du présent article sont arrondies au franc supérieur ou inférieur, suivant que la fraction de franc est égale ou supérieure à cinquante centimes ou inférieure à ce dernier montant.

Article 8.-

Lorsque le militaire fait usage d'un moyen de transport en commun, la durée des absences est comptée depuis le départ du véhicule à l'aller jusqu'à l'heure officielle d'arrivée de celui-ci au retour.

.../...

Article 9.-

Durant les journées d'absence réglementairement justifiée, les indemnités pour frais de nourriture et pour frais divers ne sont pas allouées; l'indemnité pour frais de logement ne peut être allouée, durant ces absences, que pour une durée maximum de trente jours par décision du Ministre de la Défense nationale.

Article 10.-

Le régime d'indemnisation prévu au présent chapitre est applicable aux militaires qui, en cette qualité, se déplacent pour témoigner en justice.

En aucun cas, les intéressés ne peuvent recevoir l'indemnité de voyage prévue au règlement général sur les frais de justice en matière répressive.

Article 11.-

Ne donnent droit à aucune indemnité pour frais de séjour :

1° les déplacements qui permettent le retour à la résidence administrative en cinq heures et moins;

2° les déplacements effectués dans l'agglomération ou dans la commune de la résidence administrative ou effective des militaires. Les agglomérations à prendre en considération sont celles dont il est tenu compte pour l'octroi des indemnités pour frais de séjour des agents de l'Etat;

3° les déplacements effectués dans un rayon de 5 kilomètres. Cette distance est calculée de centre à centre d'une agglomération ou d'une commune, d'après le dictionnaire des distances légales annexé à l'arrêté royal du 9 octobre 1908. Cette distance est portée à 25 kilomètres lorsque le déplacement est effectué à motocyclette ou en automobile;

.../...

4° les déplacements effectués en groupe à l'occasion d'exercice lorsque le retour à la résidence administrative a lieu dans les 24 heures.

Article 12.-

§ 1er. Les déplacements visés aux 2°, 3° et 4° de l'article 11 donnent cependant lieu à allocation de l'indemnité de nourriture au taux prévu pour le militaire en déplacement qui a la possibilité de participer à un ménage militaire, lorsque les exigences du service impliquent l'obligation de prendre sur place soit le repas de midi, soit le repas du soir.

§ 2. Lorsque les exigences du service imposent la présence du militaire à l'intérieur des quartiers en dehors de ses heures normales de service et pendant plus de cinq heures, l'indemnité pour frais de nourriture lui est allouée au taux prévu pour le militaire en déplacement qui a la possibilité de participer à un ménage militaire.

§ 3. Le taux de l'indemnité de nourriture prévue aux §§ 1er et 2 ne peut être inférieur à celui qui est fixé pour un déplacement de plus de cinq heures à moins de huit heures.

Article 13.-

Sans préjudice de l'application éventuelle de mesures disciplinaires, le Ministre a la faculté de refuser les indemnités de séjour s'il est constaté que les bénéficiaires abusent des droits qui leur sont reconnus par le présent arrêté.

.../...

B. Remboursement des frais extraordinaires et exceptionnels.

Article 14.-

Sur décision du Ministre de la Défense nationale, les frais exceptionnels qui ont été exposés au cours des déplacements de service, et notamment les frais de représentation, peuvent être remboursés sur production d'un mémoire justificatif.

Section II.- Déplacements habituels.

A. Remboursement des frais de séjour.

Article 15.-

Il est accordé, en temps de paix, aux militaires de carrière appointés dont l'emploi impose des déplacements réguliers et fréquents, une indemnité forfaitaire mensuelle destinée à couvrir les frais de séjour résultant des déplacements que ces militaires effectuent pour raison de service à l'intérieur du Royaume.

Les taux de cette indemnité qui varient suivant le nombre de déplacements annuels, sont fixés par le tableau annexé au présent arrêté.

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de fixer les emplois qui imposent des déplacements habituels.

Article 16.-

§ 1er. L'indemnité forfaitaire mensuelle couvre les frais de nourriture et les frais divers.

.../...

Lorsque le militaire loge en dehors de sa résidence, il lui est alloué en outre un supplément d'indemnité forfaitaire journalière, dont le montant est fixé par le tableau annexé au présent arrêté.

§ 2. Si le déplacement ne résulte pas de l'emploi qui a justifié l'octroi de l'indemnité forfaitaire mensuelle, le militaire bénéficie en outre des dispositions du chapitre Ier du présent arrêté.

Article 17.-

Par dérogation à l'arrêté royal du 9 octobre 1950, lorsqu'un militaire bénéficiant de l'indemnité forfaitaire mensuelle est amené en raison de son emploi à accomplir une mission dans le secteur belge en Allemagne occupée, cette mission est considérée comme exécutée en Belgique; cependant ses frais de logement en Allemagne occupée sont remboursés sur production d'un mémoire justificatif.

Article 18.-

L'indemnité forfaitaire mensuelle est payable à terme échu.

Elle est réduite à concurrence de 1/30e par jour d'absence réglementairement justifiée, pour autant que la durée de l'absence excède six jours non compris les jours de congé.

B. Remboursement des frais extraordinaires et exceptionnels.

Article 19.-

Sur décision du Ministre de la Défense nationale, les frais exceptionnels qui ont été exposés au cours des

.../...

déplacements de service, et notamment les frais de représentation, peuvent être remboursés sur présentation d'un mémoire justificatif.

CHAPITRE II.- REGIME APPLICABLE AUX MILITAIRES NON DE CARRIERE APPOINTES.

Article 20.-

Les dispositions du chapitre Ier, section Ière, sont applicables aux militaires non de carrière appointés en activité de service.

Toutefois, pendant la durée des prestations normales du temps de paix, ces militaires bénéficient des indemnités pour frais de séjour lorsque leur résidence effective est située dans une agglomération ou une commune dont le centre est distant de plus de 5 kilomètres du centre de l'agglomération ou de la commune siège de leur unité, corps ou service.

Article 21.-

§ 1er.- Lors de leur rappel sous les armes, et pour autant que leur résidence effective en Belgique soit située dans une agglomération ou une commune dont le centre est distant de plus de 5 kilomètres du centre de l'agglomération ou commune siège de leur unité, corps ou service, les militaires non de carrière appointés ont droit aux indemnités pour frais de séjour pour les journées de voyage, même si ces journées ne sont pas comprises dans la durée du rappel.

§ 2.- Pour les militaires non de carrière appointés résidant à l'étranger, la durée du voyage à considérer débute à partir du moment de leur arrivée sur le territoire national.

.../...

CHAPITRE III. REGIME APPLICABLE AUX MILITAIRES SOLDES.

Article 22.-

Les dispositions du chapitre 1er, section 1ère, sont applicables :

1° aux militaires soldés en activité de service;

2° aux militaires soldés non de carrière, qui ne sont pas en activité de service, lorsqu'ils sont appelés à se déplacer en qualité de militaire pour raison de service.

Toutefois, l'indemnité pour frais divers n'est pas due lorsque les intéressés ont été nourris aux frais de l'Etat.

CHAPITRE IV. - REGIME APPLICABLE AUX PERSONNES ASSIMILEES AUX MILITAIRES.

Article 23.-

Les dispositions du chapitre 1er, section 1ère, sont applicables aux personnes assimilées aux militaires.

Elles bénéficient des indemnités aux taux prévus pour le grade auquel elles sont assimilées.

CHAPITRE V. DISPOSITIONS FINALES.

Article 24.-

Pour la période du 1er août 1946 à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les modifications ci-après sont apportées au règlement approuvé par l'arrêté royal du 17 mars 1931 :

1° aux tableaux figurant à l'article 1er, les taux des indemnités de séjour prévus pour les officiers, les militaires de rang subalterne et assimilés, sont remplacés par les taux ci-après :
... (reprendre le tableau figurant page 10 du projet du Gouvernement)...

2° l'article 13 est remplacé par la disposition suivante :
"Article 13.- Aucune indemnité de séjour n'est accordée lorsque l'absence a une durée de moins de six heures.

Le supplément prévu pour la nuit est attribué chaque fois que l'intéressé a été dans l'obligation de loger hors de sa garnison.".

Article 25.-

Sont abrogés :

1° l'article 1er, en tant qu'il concerne les indemnités de séjour ou de mission, et les articles 11 à 39 du règlement approuvé par l'arrêté royal du 17 mars 1931;

2° les articles 196 à 210, 225 B 2° et 3°, C 5° et 7°, et 271 à 281 du règlement approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931;

3° l'arrêté ministériel du 24 octobre 1947 fixant les indemnités forfaitaires du personnel militaire de l'Institut géographique militaire.

Article 26.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1951; l'article 24 sort ses effets au 1er août 1946.

.../...

Article 27.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN HET STELSEL DER VERGOEDINGEN VOOR VERBLIJFKOSTEN TOEPASSELIJK OP DE MILITAIREN EN DE MET MILITAIREN GELIJKGESTELDE PERSONEN DIE IN VREDESTIJD BINNEN HET RIJK DIENSTREIZEN MAKEN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht
van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op het reglement betreffende de vergoedingen der onkosten voor verplaatsing der officieren en militairen van lagere graad, alsook der ambtenaren en burgerlijke agenten behorende tot het departement van Landsverdediging, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 17 Maart 1931;

Gelet op het reglement over de wedden, soldijen en allerlei vergoedingen, alsmede over de rechten van het leger- en gendarmeriepersoneel op toekenningen en verstrekkingen in geld en in natura, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 October 1950 tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische bezettingsstrijdkrachten in dienst zijn of opdrachten in bezette gebiedsdelen vervullen;

... /.../

Gelet op het advies van Onze Eerste-Minister, gegeven de 21e October 1950;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK I. - STELSEL TOEPASSELIJK OP DE WEDDETREKKENDE BEROEPSMILITAIREN.

Afdeling I.- Toevallige verplaatsingen.

A. Terugbetaling van de verblijfkosten.

Artikel 1.-

In vredestijd worden aan de weddetrekkende beroepsmilitairen dagelijkse forfaitaire vergoedingen toegekend voor het dekken van de verblijfkosten die voortvloeien uit de verplaatsingen voor de dienst binnen het Rijk gedaan.

De bedragen van die vergoedingen zijn vastgesteld in de bij dit besluit gevoegde tabel.

.../....

Artikel 2.-

De dagelijkse forfaitaire vergoedingen omvatten :

1° een vergoeding tot dekking van allerlei kosten die, behoudens afwijking bij dit besluit bepaald, verschuldigd is voor al de verplaatsingen van een duur van acht uur en meer;

2° een vergoeding tot dekking van de voedingskosten, die slechts uitgekeerd wordt wanneer de militair niet op Staatskosten werd gevoed;

3° een vergoeding tot dekking van de huisvestingskosten, die slechts uitgekeerd wordt indien de militair niet op Staatskosten werd gehuisvest.

Artikel 3.-

§ 1. Wanneer de verplaatsing acht uur en langer duurt, verschilt het bedrag der voedingsvergoeding naargelang de militair al dan niet in zijn standplaats vernacht en naargelang hij al dan niet de mogelijkheid gehad heeft aan een mess of militaire menage van zijn graad deel te nemen.

Voor de verplaatsingen van één dag worden de militairen evenwel steeds geacht niet in de mogelijkheid te zijn geweest aan een mess of een militaire menage deel te nemen.

§ 2. De reizen van een ononderbroken duur van meer dan vijf uur tot minder dan acht uur waarin het dertiende en het veertiende uur van de dag volledig begrepen zijn, geven aanleiding tot de toekenning van de voedingsvergoeding bepaald voor de reizen van een duur van ten minste acht uur, alsmede van de vergoeding tot dekking van allerlei kosten.

.../...

Artikel 4.-

De vergoeding voor huisvestingskosten wordt toegekend telkens als de militair buiten zijn administratieve en buiten zijn werkelijke standplaats heeft moeten vernachten zonder huisvesting op Staatskosten te kunnen genieten.

Artikel 5.-

De militaire leden van het vast kader in Afrika en de militairen, vast verbonden aan een militair organisme met zetel in het buitenland of aan een verbindingsorganisme bij de geallieerde commando's der bezettingzones, die opdrachten in België vervullen, worden, waarheen zij zich ook begeven, beschouwd als zijnde in de onmogelijkheid aan een mess of militaire menage deel te nemen en als verplicht buiten hun werkelijke standplaats te vernachten.

Artikel 6.-

Wanneer een militair tot een hogere graad wordt bevorderd, worden de vergoedingen voor verblijfkosten hem van de datum van het benoemingsbesluit af toegekend volgens de bedragen aan zijn nieuwe graad verbonden.

De militairen die door de Koning of de Minister worden aangewezen om een betrekking van een hogere graad dan de hunne uit te oefenen, genieten vergoedingen voor verblijfkosten volgens de bedragen, verbonden aan de graad waarvan zij de betrekking uitoefenen.

.../...

Artikel 7.-

§ 1. Wanneer de opdracht een ononderbroken verblijf van ten minste vijftien dagen in dezelfde plaats noodzakelijk maakt, om het even of de militair al dan niet naar zijn standplaats terugkeert, worden de forfaitaire verblijfsvergoedingen voor de duur van dat verblijf met 10 t.h. verminderd.

Wanneer de militair echter geacht wordt in de mogelijkheid te zijn aan een mess of militaire menage deel te nemen, wordt alleen de vergoeding voor huisvestingskosten verminderd.

De vermindering wordt gehandhaafd wanneer de militair, om zijn opdracht te vervullen, verplicht is zich te verplaatsen binnen 5 kilometer in de omtrek van het centrum der agglomeratie of gemeente waar zijn tijdelijke standplaats gevestigd is; die afstand wordt op 25 kilometer gebracht wanneer de verplaatsingen per motorrijwiel of per autovoertuig geschieden.

§ 2. Met instemming van de inspecteur van Financiën kan van het bepaalde in § 1, eerste en tweede lid, afgeweken worden indien het verblijf plaats heeft gedurende het seizoen in een villegiatuuroord, toeristencentrum of badplaats.

§ 3. De sommen verschuldigd bij toepassing van dit artikel worden op de hogere of lagere frank afgerond naargelang de breuk van de frank vijftig centimes of meer bedraagt dan wel beneden dit bedrag blijft.

Artikel 8.-

Wanneer de militair gebruik maakt van een gemeenschappelijk vervoermiddel, wordt de duur der afwezigheid gerekend vanaf het vertrek van het rijtuig bij de afreis tot op het officieel uur van aankomst op de terugreis.

.../...

Artikel 9.-

Gedurende de dagen van reglementair verantwoorde afwezigheid worden de vergoedingen voor voedingskosten en voor allerlei kosten niet uitbetaald; bij beslissing van de Minister van Landsverdediging kan,de vergoeding voor huisvestingskosten gedurende die afwezigheid slechts voor een maximumduur van dertig dagen worden uitgekeerd.

Artikel 10.-

Het in dit hoofdstuk bepaalde vergoedingstelsel is van toepassing op de militairen die zich als zodanig verplaatsen om in rechte te gaan getuigen.

De betrokkenen mogen in geen geval de reisvergoeding ontvangen die bepaald is in de algemene regeling betreffende de gerechtskosten in strafzaken.

Artikel 11.-

Op geen enkele vergoeding voor verblijfkosten geven recht :

1° de verplaatsingen waarbij het mogelijk is binnen vijf uur en minder naar de administratieve standplaats terug te keren;

2° de verplaatsingen binnen de agglomeratie of de gemeente van de administratieve of werkelijke standplaats van de militairen. De in aanmerking te nemen agglomeraties zijn die waarmede rekening wordt gehouden voor de toekenning van de vergoedingen wegens verblijfkosten van het Rijkspersoneel;

3° de verplaatsingen binnen 5 kilometer in de omtrek. Deze afstand wordt berekend van centrum tot centrum van een agglomeratie of een gemeente, volgens de lijst der wettelijke afstanden gevoegd bij het koninklijk besluit van 9 October 1908. Deze afstand wordt op 25 kilometer

.../...

gebracht indien de verplaatsing per motorrijwiel of per autovoertuig geschiedt;

4° de verplaatsingen in groep naar aanleiding van oefeningen, wanneer de terugkeer naar de administratieve standplaats binnen 24 uur geschiedt.

Artikel 12.-

§ 1. De verplaatsingen in 2°, 3° en 4° van artikel 11 genoemd geven echter aanleiding tot uitkering van de voedingsvergoeding volgens het bedrag, bepaald voor de militair op dienstreis die in de mogelijkheid verkeert aan een militaire menage deel te nemen, wanneer de dienstvereisten de verplichting inhouden het middag- of het avondmaal ter plaatse te gebruiken.

§ 2. Wanneer het voor de dienst vereist is dat de militair buiten zijn normale diensturen en gedurende meer dan vijf uur binnen het kwartier aanwezig is, wordt de vergoeding wegens voedingskosten hem uitgekeerd volgens het bedrag, bepaald voor de militair op dienstreis die in de mogelijkheid verkeert aan een militaire menage deel te nemen.

§ 3. Het bedrag der voedingsvergoeding in de §§ 1 en 2 bepaald mag niet lager zijn dan datgene dat voor een verplaatsing van meer dan vijf uur tot minder dan acht uur is vastgesteld.

Artikel 13.-

Onverminderd de eventuele toepassing van tuchtstraffen, heeft de Minister het recht de verblijfsvergoedingen te weigeren indien vastgesteld wordt dat de gerechtigden misbruik maken van de rechten die hun bij dit besluit worden toegekend.

.../...

B. Terugbetaling van de buitengewone en uitzonderlijke kosten.

Artikel 14.-

Bij beslissing van de Minister van Landsverdediging kunnen de uitzonderlijke kosten in de loop van dienstreizen gedaan inzonderheid de kosten wegens vertegenwoordiging, terugbetaald worden tegen overlegging van een staat van verantwoording.

Afdeling II. - Geregelde verplaatsingen.

A. Terugbetaling van de verblijfkosten.

Artikel 15.-

In vredestijd wordt aan de weddetrekkende beroepsmilitairen wier betrekking geregelde en veelvuldige verplaatsingen noodzakelijk maakt, een maandelijkse forfaitaire vergoeding toegekend voor het dekken van de verblijfkosten die voortvloeien uit de verplaatsingen voor de dienst binnen het Rijk gedaan.

De bedragen van die vergoeding, die verschillen naar gelang van het aantal jaarlijkse verplaatsingen, zijn vastgesteld in de bij dit besluit gevoegde tabel.

Onze Minister van Landsverdediging wordt belast met het vaststellen van de betrekkingen die geregelde verplaatsingen noodzakelijk maken.

.../...

Artikel 16.-

§ 1. De maandelijkse forfaitaire vergoeding dekt de voedingskosten en allerlei kosten.

Wanneer de militair buiten zijn standplaats vernacht, wordt hem bovendien een bijkomende dagelijkse forfaitaire vergoeding toegekend, waarvan het bedrag in de bij dit besluit gevoegde tabel is vastgesteld.

§ 2. Indien de verplaatsing niet voortvloeit uit de betrekking welke de toekenning van de maandelijkse forfaitaire vergoeding heeft gerechtvaardigd, is bovendien het bepaalde in hoofdstuk I van dit besluit op de militair van toepassing.

Artikel 17.-

Wanneer een militair, die de maandelijkse forfaitaire vergoeding geniet, wegens zijn betrekking er toe gebracht wordt een opdracht te vervullen in de Belgische sector in bezet Duitsland, wordt die opdracht, in afwijking van het koninklijk besluit van 9 October 1950, beschouwd als in België uitgevoerd; zijn huisvestingskosten in bezet Duitsland worden hem evenwel terugbetaald tegen overlegging van een staat van verantwoording.

Artikel 18.-

De maandelijkse forfaitaire vergoeding is na vervallen termijn betaalbaar.

Voor zover de duur van de afwezigheid zes dagen overschrijdt, de verlofdagen niet inbegrepen, wordt

.../...

zij met 1/30ste per dag reglementair verantwoorde afwezigheid verminderd.

B. Terugbetaling van de buitengewone en uitzonderlijke kosten.

Artikel 19.-

Bij beslissing van de Minister van Landsverdediging kunnen de uitzonderlijke kosten in de loop van dienstverplaatsingen gedaan, inzonderheid de kosten wegens vertegenwoordiging, terugbetaald worden tegen overlegging van een staat van verantwoording.

HOOFDSTUK II.- STELSEL TOEPASSELIJK OP DE NIET VAN BEROEP ZIJNDE WEDDETREKKENDE MILITAIREN.

Artikel 20.-

De bepalingen van hoofdstuk I, afdeling I, zijn toepasselijk op de niet van beroep zijnde weddetrekkende militairen in actieve dienst.

Tijdens de duur van de normale verstrekkingen in vredestijd, genieten die militairen evenwel de vergoedingen wegens verblijfkosten, wanneer hun werkelijke verblijfplaats gelegen is in een agglomeratie of gemeente waarvan het centrum meer dan 5 kilometer verwijderd is van het centrum der agglomeratie of gemeente waar hun eenheid, korps of dienst,is gevestigd.

.../...

Artikel 21.-

§ 1. Bij hun wederoproeping, en voor zover hun werkelijke verblijfplaats in België gelegen is binnen een agglomeratie of een gemeente waarvan het centrum meer dan 5 kilometer verwijderd is van het centrum der agglomeratie of gemeente waar hun eenheid, korps of dienst, is gevestigd, hebben de niet van beroep zijnde weddetrekkende militairen recht op de vergoedingen wegens verblijfkosten voor de reisdagen, zelfs indien deze dagen in de duur der wederoproeping niet begrepen zijn.

§ 2. Voor de niet van beroep zijnde weddetrekkende militairen die in het buitenland verblijven, begint de in aanmerking te nemen duur der reis van het ogenblik van hun aankomst op 's lands grondgebied.

HOOFDSTUK III. - STELSEL TOEPASSELIJK OP DE SOLDIJTREKKENDE MILITAIREN.

Artikel 22.-

De bepalingen van hoofdstuk I, afdeling I, zijn toepasselijk :

1° op de soldijtrekkende militairen in actieve dienst ;

2° op de niet van beroep zijnde soldijtrekkende militairen die niet in actieve dienst zijn, wanneer zij zich als militair voor de dienst verplaatsen.

De vergoeding wegens allerlei kosten is evenwel niet verschuldigd wanneer de belanghebbenden op Staatskosten gevoed werden.

.../...

HOOFDSTUK IV. - STELSEL TOEPASSELIJK OP DE MET MILITAIREN GELIJKGESTELDE PERSONEN.

Artikel 23.-

De bepalingen van hoofdstuk I, afdeling I, zijn toepasselijk op de met militairen gelijkgestelde personen.

Zij genieten de vergoedingen volgens de bedragen bepaald voor de graad waarmede zij gelijkgesteld zijn.

HOOFDSTUK V. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 24.-

Voor de periode van 1 Augustus 1946 tot de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht in het reglement dat bij koninklijk besluit van 17 Maart 1931 is goedgekeurd :

1° in de tabellen onder artikel 1 worden de bedragen der verblijfsvergoedingen, bepaald voor de officieren, de militairen van lagere graad en gelijkgestelden, vervangen door de volgende bedragen :
... (tabel op blz. 10 van het ontwerp der Regering)...

2° artikel 13 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 13.- Geen enkele vergoeding wordt toegekend wanneer de afwezigheid minder dan zes uur duurt.

De toeslag bepaald voor de nacht wordt toegekend telkens als de belanghebbende verplicht is geweest buiten zijn garnizoen te vernachten.".

.../...

Artikel 25.-

Opgeheven worden :

1° artikel 1, voor zover het betrekking heeft op de verblijfs- of opdrachtvergoedingen, en de artikelen 11 tot 39 van het bij koninklijk besluit van 17 Maart 1931 goedgekeurd reglement ;

2° de artikelen 196 tot 210, 225 B 2° en 3°, C 5° en 7°, en 271 tot 281 van het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 goedgekeurd reglement ;

3° het ministerieel besluit van 24 October 1947 tot vaststelling van de forfaitaire vergoedingen voor het militair personeel van het Militair Geografisch Instituut.

Artikel 26.-

Dit besluit treedt in werking op 1 Januari 1951; artikel 24 heeft uitwerking met ingang van 1 Augustus 1946.

Artikel 27.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.